



La lettre d'information

du groupe Front de gauche de la Région Île-de-France

**Une victoire du
groupe FDG :
monter le ton
contre l'Etat!**

La seule avancée que nous pouvons saluer est qu'à l'initiative de notre groupe, avec l'adoption de notre amendement n°80, l'exécutif actuel s'engage à demander à l'Etat de stopper la baisse des dotations publiques (plus de 450 millions €) et de rembourser les charges nettes non compensées issues de la phase II de la décentralisation (2 milliards €).

La région doit maintenant hausser le ton contre l'Etat.

Ce message ne peut être fort auprès de l'Etat mais aussi de toutes les collectivités que s'il est suivi d'effets rapidement.

Nous resterons vigilants.

**FRONT
DE GAUCHE**
* île de France



Céline MALAISÉ

Conseillère régionale d'Île-de-France de Paris
Présidente du groupe FDG

Un budget de casse sociale au service des plus forts

Voici un compte rendu des interventions de l'ensemble des élu-e-s du groupe FDG lors des trois jours de débats budgétaires (6, 7 et 8 avril). Le groupe a déposé 83 amendements. Sans succès! Le bilan de cette séance est à la fois sidérant et violent.

Sidérant car le nouvel exécutif a détricoté à une vitesse grand V des politiques sociales, solidaires et écologiques qui étaient le fruit d'un long combat, même si elles étaient encore insuffisantes à nos yeux.

Violent car la cassure que Mme Pécresse a créée avec les plus fragiles, les plus modestes est abyssale.

A l'image de la ligne « aide aux sans abris » qui passait de 11,9M€ l'année dernière à 2M€ cette année, qui a purement et simplement été supprimée tout au long du débat par les amendements des Républicains qui n'ont cessé de déshabiller Paul pour habiller Pierre comme si une hiérarchie de la pauvreté devenait la norme !

A l'image du Centre Hubertine Auclert qui perd plus de 350 000€ malgré une forte mobilisation.

Globalement ce budget fait fi de l'intérêt général en supprimant les principes de solidarité les plus élémentaires.

L'environnement, qui devrait devenir une priorité de l'ensemble des politiques publiques baisse drastiquement. Les politiques sociales en faveur des publics les plus précaires n'existent plus. Le logement social est sapé dans ses fondements. L'aménagement, et le SRDIF qui le façonne, sont clairement mis de côté.

Les droits des femmes, les dispositifs en faveur des violences faites aux femmes ou de l'égalité femmes-hommes sont réduits à peau de chagrin.



Céline Malaisé,
présidente de groupe Front de gauche IDF

Pour nous contacter :

Groupe front de Gauche de la région Île-de-France, 57 rue de Babylone, 75007 Paris / tel : 01 53 85 68 50 / twitter : @ElusFdGCRIDF /

Céline Malaisé : celine.malaisé@iledefrance

Le cas du CHA !

(centre Hubertine AUCLERT & Observatoire des violences faites aux femmes)



Fort de la pétition ayant réuni près de 2 000 signataires, notre groupe a déposé un amendement demandant la sanctuarisation de son budget. Nous avons tenu à rappeler que le Centre et l'Observatoire sont nés de la reconnaissance de l'oppression spécifique des femmes, qui traverse les frontières géographiques et les barrières de classe et d'âge : c'est le produit d'un système de domination idéologique, culturelle, économique, sociale, politique. Devenus des ac-

teurs incontournables, leur action est plébiscitée par ONU-Femmes ou le Haut Conseil à l'égalité.

Chaque année, plus de 1 000 initiatives sont accompagnées par le centre auprès des jeunes et du grand public. Il réalise aussi des études inédites sur toutes les formes de violences permettant aux collectivités de créer des politiques publiques. C'est aussi un accompagnement des professionnels de la police, de la justice et de la santé sur le repérage et l'orientation des femmes victimes de violences...

Son financement public permet son indispensable autonomie.

Le message politique que V. Pécresse envoie aux actrices et acteurs engagé-e-s en faveur de l'égalité femmes-hommes est extrêmement négatif.

Les droits des femmes mis à mal par V. Pécresse

Mme Pécresse a beau se décrire comme « viscéralement féministe », elle a détruit de nombreux dispositifs spécifiques à la question des droits des femmes :

- Baisse de 35% de la dotation au Centre Hubertine Auclert
- suppression des mesures de sensibilisation aux questions d'égalité femmes-hommes et de violences faites aux femmes pour les formations sanitaires et sociales et les lycées
- Baisse de 85% de la dotation des centres IVG
- Baisse de 35% des financements aux structures d'hébergement des femmes en difficulté
- Suppression de la promotion de l'égalité professionnelle femmes/hommes dans la formation professionnelle et l'apprentissage
- Les campagnes de prévention sexualité/contraception/IVG ont été sauvées in extremis
- Suppression du pass contraception

Transports



Fabien GUILLAUD BATAILLE (élu PCF-94) a expliqué le choix sérieux de notre

groupe, qui a souhaité faire des propositions concrètes en matière de ressources, pour augmenter à hauteur d'un milliard d'euros le financement des transports franciliens. Il a cependant souligné la panne d'ambition du budget Transports de Valérie Pécresse, qu'il s'agisse de transports ferrés, de bus, de circulation à vélo, ou encore de Fret ; des questions pourtant fondamentales, notamment face aux enjeux environnementaux : « Il s'agit de changer la donne dans les transports... Ce n'est pas ce que prévoit ce budget, qui se contente de ne rien faire en expédiant les affaires courantes ».

Fabien Guillaud-Bataille a également tenu à redire l'inquiétude de notre groupe concernant le budget du STIF et le financement futur du Pass unique. Il a ainsi mis en garde Valérie Pécresse contre la tentation d'une augmentation tarifaire qui pénaliserait lourdement les usagers franciliens.

Développement économique



Vanessa GHIATI (élue PCF-92) a dénoncé une cure d'austérité : « ces propositions

ne sont pas à la hauteur des enjeux et des compétences obligatoires de la Région ». Elle a souligné les nombreuses baisses de crédits, notamment sur l'aide aux nouvelles technologies, à la création d'entreprises, au maintien des entreprises en difficultés, aux zones d'activités économiques... De même que le désintérêt de l'exécutif pour les TPE/PME, et pour l'économie sociale et solidaire, délaissées au profit d'une politique favorable aux grandes entreprises. Nos amendements pourtant constructifs ont été rejetés.

Enseignement secondaire



Eric COQUEREL (élu PG-75)

a critiqué la remise en cause du Plan pluriannuel d'investissement 2012-2022 faisant de l'année 2016 une année blanche ; aucune nouvelle opération ne sera lancée alors que les besoins en rénovation et construction de lycées sont pressants

partout. Autre objet de critique, l'introduction dans le droit commun, au nom de la « liberté scolaire » et de la « justice sociale », des lycées privés : leurs élèves bénéficieront dorénavant des mêmes aides que les élèves du public. Pour E. COQUEREL, seule l'école publique est laïque, gratuite et garantit une scolarité obligatoire. Enfin, V. Pécresse s'est attaquée aux politiques éducatives créées par l'ancienne mandature qui prônaient une réussite pour tous via notamment le financement de dispositifs en faveur du décrochage scolaire et les actions en faveur de la citoyenneté des lycéens.

Action sociale & famille.



Clémentine AUTAIN (élue Ensemble- 93), a critiqué les nouvelles orientations de V.

Pécresse qui, malgré une volonté affichée en matière de droits des femmes, a baissé voire supprimé l'intégralité des dispositifs en faveur des violences faites aux femmes et de l'égalité femmes-hommes. De même, la question du handicap a subi une coupe sombre alors qu'elle fait l'objet d'une campagne régionale annuelle. Pour C. AUTAIN, le traitement de l'aide aux SDF illustre cette philosophie : alors que le budget était de 12 millions € l'année dernière, V. Pécresse avait d'abord proposé de le baisser à 2M€, avant de le vider complètement tout au long de la séance pour financer des actions culturelles ou le logement social...

Santé



Jean-Michel RUIZ (élu PCF - 95) est intervenu sur le budget Santé. Il a vivement critiqué le

traitement des déserts médicaux présentés comme l'une des priorités de V. Pécresse mais qui baisse de près de 40%. Quant à la prévention et l'éducation à la santé, ils sont quasi gommés des dispositifs régionaux.

Culture



Clémentine AUTAIN (élue Ensemble -93) a détricoté le double discours de V.

Pécresse en matière de politique culturelle. Malgré l'annonce d'une hausse de 20%, c'est bien à une baisse drastique des aides régionales que nous assistons tous secteurs confondus même si les arts du spectacle (les arts de la rue et du cirque, particulièrement), le livre et la lecture sont principalement malmenés. Le cinéma voit son enveloppe réduite moins drastiquement mais les productions de moindre ampleur qui font la richesse de notre création sont en

danger. Quant aux organismes associés, les comptes sont clairement maltraités. Notons que le FN s'est ici illustré par la défense d'une politique culturelle ultra conservatrice en faveur du patrimoine, de l'identité française, d'œuvres "anthropologiquement significatives".

Environnement



Didier MIGNOT (élu PCF-93)

a critiqué un budget en net recul, avec des "baisses drastiques sur la prévention des déchets, la politique de l'eau et la protection des milieux naturels. De même sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, avec moins 42% sur la politique énergie-climat". Il a regretté le faible engagement régional sur la préservation des terres agricoles, notamment face à des enjeux tels que le projet Europacity. Il a par ailleurs regretté les coupes sombres mettant en danger les associations de l'environnement et leurs nombreux emplois. Ici encore, nos amendements pour répondre à ces problèmes ont été rejetés.

Sécurité



Fabien GUILLAUD BATAILLE (élu PCF-94)

a pointé la contradiction de l'exécutif à vouloir financer, à travers son projet de "bouclier sécurité", des dispositifs hors compétences régionales, tout en proposant un budget étriqué : une politique totalement inefficace. Il a dénoncé par ailleurs le désengagement de l'exécutif sur ces enjeux importants que sont la prévention et la médiation, totalement délaissées. Nos amendements destinés, à l'inverse, à renforcer l'action régionale en ces domaines ont été rejetés.

Formation professionnelle & apprentissage.



Michel JALLAMION (élu R&S-75)

a souligné combien ce budget qui n'est que restriction et austérité: il est déconnecté des problèmes rencontrés en IDF : "Rien sur la durée trop longue d'une for-



Mobilisation des élus locaux pour le logement social

A l'initiative de plusieurs maires d'Ile-de-France et de notre groupe, parallèlement au vote du budget régional, une grande mobilisation était organisée le 7 avril devant le siège de la Région, contre la politique régressive engagée par Valérie Pécresse et Geoffroy Didier en matière de logement social (cf. ci-dessous).

Plusieurs centaines d'élu-e-s locaux, de représentant-e-s d'associations, de citoyen-ne-s étaient rassemblé-e-s pour réclamer une politique régionale du logement social à la hauteur réelle des besoins. Toutes et tous entendent rester mobilisé-e-s sur ces enjeux, et notre groupe sera à leurs côtés dans cette lutte.

mation de 3 ans pour le bac pro et le plafond de verre qu'il représente, rien les discriminations selon l'origine géographique, ethnique, d'orientation sexuelle et de sexe, rien sur les conditions de travail qui sont la cause principale des arrêts de parcours...". Quant aux orientations en matière d'apprentissage et de stages, elles se résument à des effets d'annonces.

Logement



Céline MALAISÉ (élue PCF-75)

a dénoncé un budget catastrophique : "baisse de l'investissement de moins 32,5%, baisse drastique sur le logement social avec 31 millions de moins qu'en 2015, et sur le logement très social avec près de 10 millions de moins", c'est bien la guerre au logement social, à ses locataires, aux maires engagés dans la construction, et aux 630 000 demandeurs de logements, que déclare V. Pécresse. Des choix rétrogrades et anti-sociaux, confirmés par le désengagement régional de problématiques telles que la lutte contre le sat-

urnisme ou la lutte contre la précarité énergétique.

Politique de la ville



Céline MALAISÉ (élue PCF-75)

a dénoncé l'approche idéologique et irréaliste de l'habitat et des politiques de la ville par l'exécutif actuel, et une vision qui "stigmatise comme étant des ghettos des villes entières et les habitants des logements sociaux." Elle est également revenue sur l'arrêt des dispositifs de concertation et d'aide à l'expression citoyenne dans le cadre des politiques de la ville, un choix qui aggraverait les inégalités.

Enseignement supérieur.



Sylvie FUCHS (élue PCF-77)

a critiqué un budget très insatisfaisant : "absence de volonté en matière de bibliothèques et de lieux de vie étudiante, désengagement sur l'emploi étudiant, l'aide à la mobilité internationale, l'accueil des étudiants étrangers, l'aide à la

Créer de nouvelles recettes, c'est possible !

Notre groupe souhaite lever de nouvelles ressources afin de permettre à la Région d'être une collectivité de plein investissement, répondant aux besoins sociaux et nécessaires pour mener des politiques d'envergure sociales, environnementales et solidaires. Le rééquilibrage Est/Ouest entre les lieux d'habitation et ceux où sont concentrés trop d'emplois doit guider les politiques à venir. Notre groupe a proposé une modification du zonage et des taux de la redevance pour création de bureaux (RCB), la suppression de l'exonération de la redevance pour les opérations de renouvellement de bureaux...

Il est tout aussi impératif de réfléchir à des recettes dédiées à une politique des transports publics et de la mobilité notamment développant la pratique du vélo. Ceci passe par une baisse du taux de TVA transports de 10% à 5,5% mais aussi par l'augmentation du Versement transport dans certaines zones.

Ces propositions sont incontournables, car la construction d'un budget ne peut reposer sur des promesses improbables ou sur une hausse du tarif des transports. Additionnées les unes aux autres, elles permettent de lever près de 1 milliard d'euros. Mener bataille pour ces recettes passe par de nouvelles dispositions législatives.

coopération scientifique internationale, et aux étudiants incarcérés", autant d'abandons qui appauvriront nos universités et la recherche, et qui nuiront aux conditions d'études des jeunes Francilien-ne-s.

Jeunesse, citoyenneté & vie associative.



Lamine CAMARA (élu PCF – 91) est revenu sur le rôle vital des associations pour créer du lien social, pour contribuer à la vitalité démocratique et à l'animation des territoires, sans oublier qu'elles créent un grand nombre d'emplois locaux. Il a dénoncé la volonté de casse systématique du mouvement associatif via la suppression ou la baisse des aides spécifiques sur l'ensemble des secteurs et la suppression des emplois-tremplins.

Sports et Loisirs



Lamine CAMARA (élu PCF-91) a critiqué le choix de Pécresse de développer une vision très élitiste du sport ne garantissant plus l'accès aux sports pour toutes et tous. De nombreux dispositifs visant à ouvrir la pratique sportives ont ainsi été supprimés, alors que l'aide au mouvement sportif baisse. Dans un contexte de préparation à la candidature au

Attaques sans précédent contre les associations

Là encore, un grand nombre de dispositifs de solidarité ont été revus à la baisse, voire supprimés. Or les associations jouent un rôle social actif : elles contribuent à la vitalité démocratique, à la cohésion sociale, à l'animation des territoires, mais aussi à une large création d'emplois locaux.

Qu'il s'agisse aujourd'hui des politiques sanitaires et sociales ou celles menées en matière de handicap, du droit au logement, ou de la promotion de l'égalité femmes-hommes, de la lutte contre les discriminations, et de l'environnement, les mobilisations associatives ont souvent été à l'origine d'avancées majeures pour notre société.

Malgré cela, V. Pécresse a choisi de les couvrir d'opprobre afin de minimiser leur rôle de lien social et de mission de service public dans nos villes, dans nos quartiers populaires, dans nos campagnes. Non contente de les fragiliser, elle leur administre un coup de massue en supprimant les emplois tremplins. Nombre d'entre elles seront contraintes de mettre la clé sous la porte. Ces choix politiques organisent ainsi un énorme plan social, certes diffus, mais d'une très grande envergure.

JO 2024, ces choix ne présagent pas une ambition citoyenne et populaire.

Alors que nous fêtons les 80 ans de la conquête des loisirs par le Front populaire, ce budget est une régression. Quant aux dispositifs créant des loisirs accessibles à toutes et tous, ils sont supprimés.

Action internationale.



Sylvie FUCHS (élue PCF-77) a critiqué les retraits financiers en coopération décentralisée, en solidarité internationale,

ou sur les micro-projets ARAMIS. Certains dispositifs majeurs sont menacés, notamment le dispositif Méditerranée, et la coopération mise en place avec Jérusalem Est. C'est pourtant dans ce contexte de crise systémique, d'accroissement mondiale des inégalités, de multiplication des conflits, où le besoin de plus de solidarité et de paix se fait sentir, que ces actions trouvaient leur sens. Des valeurs de solidarité et de paix que notre groupe a souhaité porter à travers ses amendements, qui ont tous été rejetés.

Contre les plans sociaux à la Région

Michel JALLAMION (élu R&S-75) a dénoncé les multiples plans sociaux qu'organise le nouvel exécutif régional au sein des personnels du siège de la Région et des lycées. Dans les deux cas, ces réductions auront un grave impact sur les conditions de travail des agents qui sont déjà pressurisés. V. Pécresse a choisi de se défaire de 15% des agents du siège en ne renouvelant pas ni les contractuels ni les départs à la retraite.

Alors qu'elle avait promis de sanctuariser les personnels techniques des lycées, plus d'un tiers d'entre eux se verraient supprimés. C'est pourquoi les agents se sont mobilisés le 9 avril, avec le soutien des élu-e-s de notre groupe, pour contrer ce plan social sans précédent pour notre institution.



Les élu-e-s du groupe front de gauche de la région Île-de-France



Céline MALAISE
(75) -PCF
Présidente de groupe



Clémentine AUTAIN
(93) - Ensemble



Lamine CAMARA
(91) -PCF



Eric COQUEREL
(75) -PG



Taylan COSKUN
(93) -PCF



Sylvie FUCHS
(77) -PCF



Vanessa GHIATI
(92) -PCF



Fabien GUILLAUD-BATAILLE
(94) -PCF



Michel JALLAMION
(75) -République & Socialisme



Didier MIGNOT
(93) -PCF



Jean-Michel RUIZ
(95) -PCF